

pés. Et surtout aux officiers « mercenaires », comme ce major Wauthier, commandant opérationnel du 11^e Codo.

Les officiers « volos » comme les officiers de l'A. T. B. se trouvaient atrocement tirillés entre les factions rivales, puisque les uns encadraient les Commandos katangais et les autres les Bataillons congolais.

Quant à ceux du 6^e B. C. E., ils restaient entre Européens. Au nombre de quatre-vingts à cent vingt, ils constituaient la « vieille garde » de Bob Denard. Pour les opérations, ils travaillaient tantôt avec des commandos katangais et tantôt avec des paras congolais. Dans l'affrontement sanglant qui se préparait, leur position ne cesserait d'être ambiguë, passant de la complicité tacite à la répression brutale.

Le soir de notre défilé triomphal dans Stanleyville, j'avais été invité par le fameux colonel Tshatshi, commandant le 5^e Groupement de l'A. N. C., l'ennemi numéro Un des Katangais et de mon ami le Colonel Tshipola. Il n'était pas question de me dérober à cette invitation. Major, commandant le 10^e Codo, je me trouvais en quelque sorte en service commandé.

La résidence de Tshatshi se trouvait entourée de troupes et ce colonel me parut gardé comme tout l'or de Kilo-Moto...

Je trouvai un homme prétentieux, très antipathique. Nous étions installés dans son salon, un verre à la main. La conversation se traînait de lieu commun en lieu commun. Je parlais le moins possible et m'efforçais de l'écouter. Il n'avait rien d'autre à dire que du mal des Katangais. Mais la mauvaise foi a des limites et il finit par avouer :

— Certes, vos troupes paraissent bien disciplinées...

Ou bien encore :

— On ne peut nier la prospérité du Maniéma depuis quelques mois...

Je m'ennuyais fort et j'aurais préféré me trouver avec mes Léopards. Ils avaient déniché un dancing et un orchestre; la population leur faisait fête. C'est à qui payerait à manger et à boire...

Les enfants perdus du Maniéma étaient devenus les enfants chéris de Stan'...

Et le lendemain, tous les journaux rendaient hommage au tuteur de feu au 10^e Codo du major Schramme.

Cela dit, et écrit, on avait hâte de se débarrasser de nous...

Notre départ fut fixé au 30 mai.

Nous avons quitté la capitale de la Province-Orientale à 6 heures du matin. Les habitants s'étaient levés de bonne heure pour nous saluer. Notre départ ressemblait à une parade. Les véhicules maintenaient entre eux une distance de 50 mètres et roulaient lentement, au milieu des applaudissements et des clameurs.

Une colonne de civils se joignit à notre convoi et demanda à être escortée vers le Sud. Une certaine crainte régnait à Stanleyville et les Européens sentaient bien que les affrontements sanglants entre Congolais et Katangais devenaient inévitables.

Vers 6 heures du soir, nous sommes arrivés à Yumbi où se trouvaient notre base arrière. Les Européens qui nous accompagnaient me parurent stupéfaits de l'atmosphère laborieuse et paisible du Maniéma.

— Quel contraste avec Stan'! me répétaient-ils. Les civils et les soldats s'entendent bien, chez vous.

Ces compliments, si sincères, nous touchaient beaucoup. Mais notre réussite ne suffisait pas à dissiper nos soucis pour ce qui allait fatalement se passer à Stanleyville.

Je parlais avec le lieutenant Michel de l'affrontement inévitable :

— Jamais les Congolais ne supporteront les Katangais, L'A. N. C. ne va pas tolérer longtemps les Commandos du régiment Baka.

Il était aussi inquiet que moi :

— Après eux, ce sera notre tour. Mobutu est en train de glisser de plus en plus vers Pékin. Son M. P. R. (Mouvement Populaire Révolutionnaire) est déjà sous l'influence communiste. Que pouvons-nous faire, ici, isolés?

— D'abord nous défendre contre la contagion du désordre. Il n'est pas question d'abandonner nos hom-

mes. Et puis, s'il le faut, nous nous battons pour sauvegarder ce que nous avons construit.

J'ordonnai d'établir des postes défensifs sur tous les axes routiers menant dans mon secteur. Nous fortifions ainsi les routes de Stanleyville, Lubutu, l'Oso, Kindu, Punia, Kasesé. Je voulais quelque chose de solide et je ne négligeais aucun moyen : abris, champs de mines, routes en zone rouge sur champ de tir, etc. J'avais même utilisé tous les pièges de forêts : bambous, bobbytraps, sonnettes. Tout véhicule entrant désormais au Maniéma devait posséder un laissez-passer et nos contrôles devenaient de plus en plus rigoureux.

Ces mesures ne plaisaient pas à la Sûreté congolaise, dont j'essayais au maximum de freiner les activités, car elle avait très mauvais esprit.

Heureusement, le gouverneur de Bukavu nous soutenait.

Les chefferies se plaignaient d'un regain de propagande parmi la jeunesse. Je sentais une sourde inquiétude. Les agents des sociétés se demandaient si le Maniéma resterait à l'écart du vent mauvais qui soufflait sur tout le Congo.

Nous avions regagné notre base à la Pentecôte 1966 au moment où à Kinshasa, ex-Léopoldville, Mobutu faisait pendre en public quatre prétendus comploteurs. Mahamba, Anany, Bamba et surtout l'ancien Premier ministre Kimba, apparaissent de plus en plus comme les victimes d'un assassinat pur et simple... Les désordres qui ont suivi cette quadruple exécution en disent long sur l'état d'esprit qui règne dans la capitale et sur la férocité des gardes de Mobutu qui n'hésitent pas, dans un moment de panique, à ouvrir le feu sur la foule.

Les pendus de la Pentecôte pèseront lourd dans l'histoire du Congo.

LE DRAME DU RÉGIMENT BAKA

Une situation de plus en plus explosive.

Le 11^e Codo prêt à tenter un putsch.

Le colonel Tshipola gagne la première manche.

Difficile regroupement des Commandos katangais.

Les volontaires blancs arrêtés et même assassinés.

Bob Donard essaye se se placer comme arbitre.

L'A. N. C. contre-attaque avec l'aide des mercenaires.

Les survivants du régiment Baka fuient vers le Sud.

Prise de contact par radio avec l'A. N. C.

Entretien avec Denard, puis avec Boboso, à Kindu.

Accord conclu et réconciliation à Punia.

L'horrible vengeance de Mobutu.

Je deviens suspect.

Et la situation apparaissait tendue au Maniéma, elle devenait dramatique à Stanleyville. L'épreuve de force n'allait plus tarder.

Les officiers belges dans les rangs katangais avaient été déartés les uns après les autres. Il ne restait plus pour encadrer les Commandos du régiment Baka que des mercenaires. Mais certains de ceux-ci subissaient l'influence du lieutenant-colonel Denard, dont le jeu me paraissait de plus en plus ambigu. Je retrouvais contre lui toutes les préventions que je n'arrivais pas à dissiper depuis sa participation, si discutable, à notre lointaine aventure katangaise.

Les jours à venir creuseront un fossé de sang entre lui et les Katangais.

Car la situation empirait de jour en jour à Stanleyville. Les patrouilles de la Police militaire de l'A. N. C. s'intensifiaient, les soldats katangais n'étaient plus du tout payés et on venait même pour eux seuls d'instituer le couvre-feu.

Le colonel Tshipola décida alors de rassembler tous les Commandos du régiment Baka à Stanleyville. Cela lui donnerait une « force de frappe » de près de deux mille hommes. Mais c'était découvrir une grande zone opérationnelle à une époque où on pouvait toujours craindre un retour des Simbas.

Tshipola voulait avoir tous ses Katangais sous la main mais il se garda bien de prévenir Denard dont, comme nous tous, il se méfiait.

Les Katangais servant au 1^{er} Choc, l'unité « mercenaire » du commandant Noddyn basée à Buta, sont rapelés sur Stanleyville. Ces « durs » vont assurer la sécurité de l'Etat-Major du régiment Baka, alors stationné auprès de la rivière Tshopo.

Les Katangais savaient que le major Wauthier, ce Belge commandant opérationnel du 11^e Codo, marcherait avec eux si le « clash » se produisait avec l'A. N. C. du colonel Tshatshi.

Wauthier accepta donc de rejoindre Tshipola à Stanleyville. Un message devait lui donner le feu vert :

« La mère du caporal X est gravement malade. Prière de rentrer d'urgence à Kisangani. »

A la fin du mois de juin, la mère du caporal X... était « tombée malade » et tout le 11^e Codo se mit en mouvement. Il quitta la région d'Opala et d'Elisabetha, située à l'Ouest de Stanleyville, pour se rassembler à Isangi et de là, gagner la capitale de la Province-Orientale. Mais, vingt-quatre heures plus tard, un second message annulait le premier et le 11^e Codo devait regagner ses positions...

Le déplacement avec armes et bagages n'était pas passé inaperçu et des mouchards avaient averti le colonel Tshatshi et le lieutenant-colonel Denard. Tous les volontaires du 11^e Codo se trouvaient compromis dans ce début de « putsch » mais chacun se justifia à tort et à travers

et s'efforça de « noyer le poisson ». Denard essayait de voir clair et de déceler le futur vainqueur. Ce n'était pas si commode.

Le duel entre Tshatshi et Tshipola devint un duel à mort. On fixa la date d'un nouveau putsch : le 22 juillet 1966.

Mais un événement imprévu et dramatique devait, une fois encore, modifier le plan des Katangais. Le major Wauthier, dans lequel ils avaient toute confiance, fut mortellement blessé, dans un accident aussi stupide que suspect. Un de ses officiers, le lieutenant S., lui montrant une arme nouvelle, aurait fait partir le coup en manœuvrant la culasse...

Déjà, les premiers incidents avaient éclatés entre ses hommes du 11^e Codo et les soldats de l'A. N. C. appartenant au 1^{er} Bataillon du 5^e Groupement.

Dans la matinée du 23 juillet, la radio officielle précéda la mort de Wauthier comme un accident, mais annonça que des mercenaires allaient être arrêtés... Le lieutenant Bango et les cadres du 11^e Codo n'hésitèrent plus et engagèrent un duel au mortier avec l'A. N. C. Deux volontaires blancs et six katangais vont trouver la mort dans ce premier accrochage.

Le lendemain, samedi 24 juillet, le colonel Tshatshi, chef du 5^e Groupement, essaya de juguler la rébellion, en s'emparant du P. C. du colonel Tshipola, situé sur la rive gauche du fleuve. A la tête de cent vingt hommes de la police militaire, il se présenta au quartier général katangais. On a parlé d'un traquenard, car il y fut accueilli en force. Les Katangais refusèrent de remettre leurs armes et ouvrirent le feu sur les policiers et sur le colonel Tshatshi qu'ils haïssaient. Ce fut un horrible carnage et le commandant de la 5^e Brigade de l'A. N. C. s'écroula sur sa jeep, frappé à mort.

Le colonel Tshipola avait gagné la première manche. Il ordonna aussitôt à ses hommes d'investir Stanleyville. Il était midi. Le choix du jour et de l'heure avait sans doute été dicté par le souci de tenir les officiers de l'Assistance Technique Belge en dehors de cette querelle sanglante, alors qu'ils encadraient les deux camps...

Très rapidement, les principaux points vitaux de la ville furent occupés : le terrain d'aviation, la radio, la poste, le camp Kétéfé.

Sur la rive gauche, le 3^e Bataillon de l'A. N. C., réinstallé Rebranché dans le camp Otraco, il tenait en échec les Katangais du 11^e Codo, entraînés par les volontaires européens. Malgré leur désir de venger la mort du major Wauthier, ils n'arrivèrent pas à emporter la décision.

Et Bob Denard ? Le lieutenant-colonel se trouvait bien ennuyé. Il avait demandé naguère à tous les mercenaires de le suivre en cas de mutinerie. Mais le « putsch » de Tshipola le prenait au dépourvu. Alors, il estima qu'il valait mieux attendre, voir venir, négocier. Près d'une centaine de volontaires s'étaient réunis autour de lui, ainsi que des officiers de l'A. T. B. et même de l'A. N. C.

Le lieutenant-colonel Denard, en restant neutre, prétendait incarner la légitimité. Il avait réussi à gagner la confiance du général-président Mobutu !

On disait que Moïse Tschombé, alors en exil à Madrid, était derrière cette révolte. Il est certain que tout ce qui est katangais porte sa marque. Mais Tshipola avait sans doute agi de sa propre initiative. De toute façon, Bob Denard n'avait pas été sollicité par le président exilé. Heureusement pour lui, les Katangais respecteront sa neutralité et ne chercheront jamais à récupérer les hommes qui s'étaient mis sous sa protection.

En occupant Stanleyville, Tshipola avait gagné la seconde manche. Mais il manquait de troupes.

Il n'était pas question pour le 10^e Codo de quitter le Maniéma que nous tenions solidement. On ne m'avait d'ailleurs pas sollicité pour participer à un « putsch ». On me savait militaire discipliné. Mais cela ne m'empêcha pas de faire occuper toutes mes positions défensives, construites depuis le début de la tension entre toutes ces factions rivales. Je ne faisais d'ailleurs pas partie du Régiment Baka qui rameutait à présent ses Commandos sur Stanleyville.

Le 12^e Codo stationnait sur la route de Bafwasené, à 150 kilomètres de Stanleyville. Commandé par le capitaine Banza et le lieutenant français Gouault, il se trouvait en opérations, en liaison avec un Bataillon de l'A. N. C. Quand il apprit la rébellion katangaise, Banza tourna ses armes contre les Congolais qui s'enfuirent,

abandonnant matériel et munitions. Et le 12^e Codo fonça sur Stanleyville.

Quant au 14^e Codo, il devait descendre de Watsa, dans l'extrême Nord-Est, à la frontière soudanaise. Il se trouvait sous les ordres du major Boyo, avec le major Wilhelm, un Allemand, comme commandant opérationnel. Cette unité, forte de huit cents Katangais et d'une vingtaine de volontaires mettra un mois à rejoindre Stanleyville. Cette marche fut un calvaire, tout au long de 300 kilomètres de piste, dans une région fortement tenue par l'A. N. C. et où se trouvaient encore de nombreux rebelles. Un engagement très violent aura lieu à Putsch », mais ne s'opposa pas à la marche des Katangais révoltés.

Hellou ! à Buta, la réaction des troupes restées fidèles à Mobutu avait été très forte et le commandant Wilhelm trouva la mort au cours de cet engagement. Le 14^e Codo n'arrivera à Stanleyville que le 19 août. On pouvait se demander qui avait gagné la troisième manche de la révolte des Katangais...

En effet, le général Mobutu et l'A. N. C. avaient réagi, dès le début des événements de Stanleyville, de la manière la plus effroyable. Leur raisonnement était le suivant : « Les volontaires encadrant les commandos katangais ont fait cause commune avec eux... Donc, tous les mercenaires européens sont des complices de la rébellion. »

Les volontaires furent alors arrêtés et massacrés. On vint chercher des hommes travaillant dans les bases arrière et dans les services et qui n'étaient même pas au courant de la révolte de Stanleyville. Ils furent tués dans des conditions atroces. Ceux qui avaient échappé à la mort furent roués de coups et jetés en prison. A Léopoldville, on rassembla les volontaires blancs de l'A. N. C. Trois cents furent arrêtés et cinq assassinés. Ils se trouvaient en brousse et avaient été « cueillis » par des patrouilles de l'A. N. C. sans rien savoir de ce qui s'était passé.

Le lieutenant-colonel Denard, conseiller d'Etat-Major de Mobutu, se trouvait donc dans une situation impos-

sible qui lui donna l'idée, pour sauver les survivants, de faire cause commune avec leurs assassins et de participer à la lutte contre les Katangais.

Si le général Mobutu, président de la République et le général Boboso, commandant en chef de l'A. N. C. étaient déchainés contre les volontaires blancs, le général Mulamba qui fut naguère le vainqueur de la bataille de Bukavu contre les rebelles, aurait voulu temporiser.

Pour les avoir commandés au front, il connaissait la valeur des Commandos katangais et espérait les ramener à l'obéissance.

Il fut envoyé à Stanleyville pour parlementer. Le putsch dégenerait en palabres.

Mulamba n'avait pas perdu de temps et était arrivé à Stanleyville le 25 juillet dans la soirée, au lendemain de la prise de la ville par les Katangais. Il parvint à imposer le principe d'une trêve. Trêve que Tshipola accepta d'autant plus volontiers que tous ses Commandos n'étaient pas encore parvenus à le rejoindre.

Bob Denard avait vu dans cette visite une possibilité de faire remonter ses actions et de protéger les mercenaires menacés. Avec ses hommes, il assura la protection du général Mulamba pendant toute la durée de son séjour. Mieux, il voulait apparaître comme un arbitre possible.

Il rassura Mobutu, sans rompre pour autant avec les cadres européens des commandos révoltés. C'était la trêve. Quelqu'un eut même une idée merveilleuse :

— Si on célébrait une messe de réconciliation ?

Comme les prières ne suffisaient pas à calmer les esprits, on créa une nouvelle police militaire mixte, groupant des soldats des bataillons A. N. C., des hommes des Commandos katangais et des volontaires européens.

Ces derniers se trouvaient partagés. Ils étaient horrifiés des représailles de Mobutu contre leurs camarades. Et de la nouvelle « chasse aux Blancs » qui s'était instaurée dans tout le pays, à la suite de la révolte des Katangais de Stanleyville. La répression congolaise avait été aussi disproportionnée qu'ignoble. Mais fallait-il pour autant participer à la révolte contre Mobutu ? Habilement, Bob Denard plaida la cause du pouvoir de Léopoldville auprès des cadres européens :

— Ne vous mêlez pas de ces conneries... Ce sont des histoires de nègres.

Il ne semblait pas possible de rallier à Mobutu les volontaires; c'était trop demander après les atrocités de Léopoldville. Mais Denard obtint, au moins, leur neutralité, dans un premier temps. Il rallia à ce point de vue les cadres du 11^e Codo et du 12^e et une partie de ceux du 14^e, lors de son arrivée tardive.

Cela n'avait pas d'ailleurs été sans explications orales et le lieutenant S. ne lui avait pas caché qu'il le considérait comme le complice de l'assassin Mobutu.

Le lieutenant-colonel Denard ne voulut pas répondre et préféra négocier avec Léopoldville le départ des volontaires les plus indésirables aux yeux de Mobutu. Les derniers prisonniers furent relâchés. Ils l'avaient échappé belle.

Seulement, les Katangais privés du soutien de leurs cadres européens, travaillés par la propagande et le découragement, loin de leur pays, inactifs dans la ville qu'ils venaient de prendre, finirent par tomber dans tous les pièges de l'indiscipline.

Le major Mwambu fut même obligé d'établir la loi martiale, tandis que certains cadres refusaient d'obéir au colonel Tshipola.

La situation se détériorait.

L'A. N. C. décide alors de passer à l'attaque.

Le 1^{er} Bataillon de parachutistes congolais débarque à Bumba et rejoint Banalia pour attaquer Stanleyville par la rivière Tshopo. Des mercenaires blancs les appuient. Bob Denard a choisi de participer à la curée. De la neutralité, il pousse ses camarades vers l'engagement. Des volontaires vont se battre les uns contre les autres, car beaucoup de cadres des Commandos sont restés à la tête de leurs Katangais.

Quelle tristesse!

Le groupe Dulac, dépendant de l'A. N. C., est parachuté à Yangambi, et d'autres mercenaires arrivent par bateau avec le matériel et l'armement. Mais les Congolais doivent s'emparer de la rive gauche que tiennent solidement les Katangais et leurs cadres blancs.

Alors, Bob Denard prend la décision de faire intervenir

contre eux son 6^e B. C. E., et il établit une tête de pont au profit du 1^{er} Bataillon des parachutistes. Les Katangais ne tirent que mollement sur ces « volos » européens parmi lesquels se trouvent des hommes qui les ont naguère conduits au combat...

L'offensive congolaise se développe. Plus que jamais, Denard redevient l'homme de confiance de Mobutu. Il a pris l'initiative d'ouvrir le feu sur les Katangais, ses anciens frères d'armes des années 1960-1962. Nous ne lui pardonnerons jamais.

Le 25 septembre 1966, Stanleyville est désertée et ne s'appellera désormais plus autrement que Kisangani... Les Katangais ont dû abandonner la capitale de la Province-Orientale où ils avaient cru retrouver leur indépendance perdue. Mais, vaincus par la volte-face d'un de ceux qu'ils croyaient naïvement des leurs, ils ont fui « Kisangani la Maudite ».

Il ne reste plus rien d'eux. Qu'un camion abandonné, portant cette inscription déchirante :

« Katangais, enfants perdus, enfants oubliés. »

Le colonel Tshipola avait échoué. A Madrid, le président Tschombé avait perdu une bataille. Les débris du Régiment Baka, dont les quatre Commandos faisaient naguère la fierté de tous, décrochèrent vers le Sud. Il restait environ deux mille cinq cents soldats katangais sans un seul cadre européen. Où pouvaient-ils aller, sinon vers leur lointain pays?

Tshipola découragé et dégoûté, prit la route de Lubutu. Avec ses derniers soldats fidèles, il arrivait chez moi, au Maniéma.

Le 10^e Codo, l'ancien Bataillon Léopard, saurait les accueillir en frères d'armes.

Le 27 septembre 1966, les survivants du Régiment Baka arrivaient dans mon secteur. Je les avais laissés franchir mes positions défensives et leur avais demandé de ne pas dépasser Lubutu.

L'A. N. C. voulait poursuivre ces malheureux et avait envoyé des troupes sur Bukavu, Kindu et Stanleyville. Mais je ne craignais rien. Mes hommes se trouvaient déjà en position, prêts à se défendre. J'avais placé le lieutenant Raymond à Lubutu, le lieutenant Norman vers

Ubindi, l'adjudant Alex à Kasesé. Je tenais également le fleuve.

Je me rendis auprès du colonel Tshipola. L'homme avait bien changé depuis notre dernière rencontre, quelques semaines auparavant, à l'hôtel Stanley. Il est toujours horrible de commander une troupe livrée au désespoir et acculée à la déroute.

Ce fut lui qui me déclara, en renversant les rôles de la hiérarchie militaire :

— Major, j'attends votre décision.

— Je pense, mon colonel, qu'il faut d'abord nourrir et faire reposer vos hommes. Tout est prévu pour vous.

Et j'ajoutai, sans lui laisser le temps de me remercier :

— Il faut vous reposer au moins une journée. Camoufler votre convoi. Durant la nuit vous ferez mouvement vers Yumbi où se trouve mon poste de commandement. Le colonel Tshipola et ses hommes me parurent à bout de souffle. Ils ne voulaient plus se battre et ne pensaient qu'à retourner chez eux, au Katanga. Il fallait aller au maximum ces malheureux.

Dès mon retour dans mon P. C. de Yumbi, je parvins à entrer en liaison avec le quartier général que l'A. N. C. avait déjà établi à Kindu. Le lieutenant-colonel Denard se trouvait également à Kindu. Il voulait attaquer les hommes de Tshipola du côté de la rivière Ubindi... Le pauvre, il ne savait pas toutes les défenses que j'avais établies dans cette région!

Le dialogue radio avec l'A. N. C. fut assez dramatique :

— Major Schramme, qu'êtes-vous? Etes-vous ami? Etes-vous ennemi?

Je n'avais qu'une réponse à faire :

— Je ne suis ni ami ni ennemi. Je veux seulement éviter que coule un sang inutile.

— Ne vous mêlez pas de cette affaire...

— Cessez vos préparatifs ridicules. Toutes vos opérations se termineront dans nos pièges. Un dernier conseil : n'échauffez pas les oreilles des Léopards...

Et je terminai ma réponse par une sorte de défi :

— Le 10^e Codo va toujours où il veut. Après ce début d'entretien abrupt, je demandai à entrer en contact, au plus vite, avec le chef de l'Armée

Nationale Congolaise, le général Boboso. Je voulais lui expliquer les cas humains que posait le régiment Baka et arriver avec lui à de justes accords. Il me fallait, moi aussi, palabrer...

Radio-Kindu me répondit seulement :

— Prochaine liaison à midi.

Je craignais une attaque brutale. Mon dispositif d'alerte était prêt. Il n'y avait plus qu'à évacuer les civils de Punia; je les dirigeais sur Bélia et dans un poste minier à Tshamaka.

L'A.N.C. fut exacte à la vacation radio :
— O.-K. pour entretien avec général Boboso. Date prévue : demain 28 septembre. Arrêtons tout mouvement opérationnel en attendant.

Cela n'empêcha pas Bob Denard d'avancer jusqu'à la rivière Ulindi où il tomba sur mes premières lignes de défense.

Aussi courtoisement que fermement, mes hommes le refoulèrent :

— Restez sur place et prenez contact par radio avec le major Schramme.

Le dialogue fut bref :

— Schramme, qu'est-ce qui se passe?
— J'en rendrai compte demain au général Boboso à Kindu.

— Venez me voir avant.

— D'accord. Mais si c'est un piège, vous aurez mes Léopards sur le dos.

Chaque nuit, les hommes du 10^e Codo disparaissaient dans les positions de défense dont nous avions truffé les axes routiers. Nous étions les maîtres absolus du terrain.

Quant aux Katangais du régiment Baka, nourris et reposés, ils avaient retrouvé leur moral, avec un peu d'organisation et de discipline. Je rassurais le colonel Tshipola et je me rendis au rendez-vous de Denard.

Le lieutenant-colonel « conseiller de l'Etat-Major A. N. C. » se trouvait au milieu de la route, à un kilomètre de mes lignes. Au milieu d'un terrain miné, d'ailleurs. J'avais prévenu mes hommes de ce rendez-vous et ils

attendaient mon retour, prêts à me « récupérer » en cas de difficultés.

— Je vous répète, Denard, que je rencontre demain à Kindu le général Boboso.

Il attaqua tout de suite :

— Les Katangais sont de plus en plus impossibles. Une mauvaise volonté constante. Une indiscipline constante...

— Pourquoi leur avoir retiré leurs cadres belges? Pourquoi ne pas avoir payé leurs soldes? Pourquoi tous ces brimades?

Il ne répondit pas. J'insistais :

— Ce qui est arrivé devenait fatal. Les meilleurs combattants sont les moins bien traités. L'A.N.C. ne veut entendre parler que des parachutistes congolais alors que le plus dur du travail a toujours été fait par les commandos katangais. J'en ai assez de ces injustices. J'étais décidé à être ferme et rompis l'entretien en déclarant séchement :

— Je n'en tolérerai pas davantage.

Nous n'avions plus rien à nous dire. Je le quittais et retournais auprès de mes hommes.

Les troupes du colonel Tshipola avaient quitté Lubutu et se trouvaient maintenant entre Punia et l'Ulindi, où elles continuaient à récupérer et puis me rendis chez les élèves de la Symétain à Bélia. Ils conservaient leur calme mais ne pouvaient dissimuler leur peur.

Il ne fallait pas que se développe au Maniéma un complexe d'encerclement. Je rassurai tout le monde et regagnai mon P. C. de Yumbi où une nouvelle liaison radio devait me préciser les conditions de cet entretien avec le général Boboso.

Le rendez-vous fut fixé à 3 heures de l'après-midi, le 29 septembre. Je quittais Yumbi par un avion de la Symétain afin d'arriver à l'heure militaire.

On ne peut pas dire que l'atmosphère était détendue au quartier général de Kindu... Je fus reçu immédiatement mais la nervosité se lisait sur tous les visages. On ressentait comme des décharges électriques à croiser certains regards...

Je n'avais pas de temps à perdre; j'affirmai dès le début de mon entretien avec le chef de l'A.N.C. :

— Une guerre est absolument inutile.

Boboso me laissa plaider le « dossier katangais ». Il savait que j'avais raison :

— Mon général, c'est vous qui avez fait revenir les hommes du colonel Tshipola en 1964. Ils étaient à ce moment réfugiés, comme le Bataillon Léopard, en Angola. Vous aviez besoin de nous pour mater la rébellion simba.

Pendant que j'y étais, je lui rappelai la totale incapacité des troupes de l'A. N. C.

— C'est nous qui avons fait le plus dur du travail. Toutes les régions autrefois infestées de rebelles sont aujourd'hui pacifiées. Et que fait-on de nous? On ignore le 10° Codo. On brime les autres. Et maintenant, on songe au massacre général.

Boboso me demanda :

— Que proposez-vous, major Schramme?

— Un accord. Le problème du Régiment Baka peut se régler à l'amiable. Il faut récupérer leurs armes et les démobiliser. Pas question de les garder dans l'armée, ni de les punir. Qu'ils rentrent chez eux au Katanga.

— Accord conclu. Mais je vais plus loin. Si certains d'entre eux veulent rester dans l'armée, nous les réintégrons.

Et il ajouta :

— Les officiers supérieurs devront cependant passer par Kinshasa (Léopoldville) pour fournir quelques explications.

Je n'aurais jamais songé que se préparait ainsi un crime atroce.

L'accord venait d'être conclu, sans difficulté apparente. Je demandai que la radio nationale publie un communiqué pendant quatre jours, afin de calmer les esprits. Je demandai également au général Boboso de se rendre à Punia pour confirmer son accord devant les intéressés.

— D'accord, major Schramme. Entièrement d'accord. Il ne reste qu'un petit détail à régler : le verre traditionnel entre militaires.

Je vidai ce verre sans pouvoir me défendre d'un senti-

ment de malaise, tandis que le général Boboso m'assurait que les bons comptes font toujours les bons amis.

Le soir même, j'étais de retour à Punia.

Le lendemain, je présidais à la remise des armes des commandos katangais du Régiment Baka et je dirigeais ces hommes sur le terrain où ils devaient attendre les avions du rapatriement.

L'avala été aidé par le lieutenant Fougère et une équipe de volontaires européens. Du côté de mes Léopards, tout restait calme, mais tous mes hommes occupaient leurs positions défensives. Quant aux civils, cette alerte un peu entompée, ils reprénaient le travail.

Le Manléma retrouvait la paix.

Le général Boboso nous tomba du ciel, le 10 octobre. Il s'était fait accompagner d'une section de la police militaire de l'A. N. C.

Il s'adressa aux hommes du Régiment Baka et répéta tout pour mot, les termes de l'accord que nous avions conclu, près de deux semaines auparavant à Kindu.

Tout amicalement, il me déclara :

— Major Schramme, votre Bataillon Léopard est formidable. Mais je veux que ce 10° Codo se renforce encore, je vous autorise à garder avec vous trois cents Katangais du Régiment Baka. Tenez, voilà des bons d'équipement pour tout le monde...

Puis le général Boboso se dirigea vers le colonel Tshipola et le major Mwambu. La rébellion de Stanleyville semblait bien oubliée. Il leur parla longuement, comme un père à ses enfants.

J'étais assez impressionné de cette réconciliation et bien heureux de voir se terminer ce cauchemar.

Le général Boboso partit, en nous laissant sa section de police militaire. Ces hommes que j'avais cantonnés sur le terrain d'aviation se révélèrent hautains et même hautains. Je déclarais sèchement à celui qui les commandait :

— Je vous rappelle que vous êtes en zone rouge. En conséquence, je ne peux pas garantir votre sécurité.

Les Katangais commencèrent à rentrer chez eux par les pistes de la brousse, sauf mes trois cents recrues qui formèrent la troisième Compagnie de mon 10° Codo et

que je dirigeai vers Kima, une base d'instruction commandée par le lieutenant Raymond.

Tout semblait aller pour le mieux. Le Maniéma, après cette alerte, avait retrouvé son calme et le travail reprenait partout. Personne ne parlait plus du passage des Katangais du colonel Tshipola parmi nous.

Ce fut à la fin du mois d'octobre que j'appris l'horrible vengeance de l'A. N. C.

Les Katangais avaient été détournés sur Léopoldville et Coquilhatville. Ils avaient été assassinés. Tous, le colonel Tshipola fut exécuté après une parodie de jugement. Le major Mwambu avait été abattu dès sa descente d'avion à Léopoldville.

Mobutu, et surtout Boboso, s'étaient conduits comme des assassins. Le chef de l'Armée Nationale Congolaise avait renié sa parole. Ce qui s'était passé était ignoble. Je pensais à Bob Denard que ses fonctions obligeaient à côtoyer ces criminels. Quel rôle avait-il joué dans cette aventure?

Pauvres Katangais, enfants perdus, enfants oubliés... J'avais gardé près de moi Célestin, le fils du major Mwambu. J'espérais le renvoyer au Katanga quand tout cela se serait un peu calmé. En apprenant l'assassinat de son père, je décidai de le garder avec moi, par pitié et devoir d'abord, par sollicitude ensuite et par réelle affection, aujourd'hui.

Je voulais que les comptes soient nets. Je renvoyai tout le matériel dont les Katangais s'étaient emparés à Stanleyville et qu'ils avaient abandonné au Maniéma, sauf le matériel militaire que j'ai conservé sans aucun scrupule. Je n'avais jamais rien reçu de l'A. N. C. L'occasion était trop belle de me servir moi-même. Enfin!

Le 10^e Codo sortit donc renforcé de cette triste aventure. La troisième Compagnie qui avait, en restant chez moi, échappé au massacre, alla occuper les territoires de Walikabé, Itebero, Kabunga et Kasesé dans l'Est du Maniéma.

Dans toute la province que je continuais à solidement tenir en main, la prospérité augmentait de jour en jour.

Je ne cessais d'étendre mon domaine. Shabunda se

trouvait sous mon autorité. Kalima, Kansogo et Kindu étaient bientôt suivis...

Les Léopards avaient réussi à fonder, par leur courage et leur travail, un véritable Etat dans l'Etat congolais. Je n'oubliais pas la cruauté des dirigeants de Léopoldville. Ils ne me pardonnaient pas mon indépendance. J'avais pas participé à la rébellion, je n'en étais pas moins soupçonné.

Et puis je demeurais le témoin gênant du reniement ignoble du général Boboso.

Le major Schramme, chef du 10^e Codo et gouverneur du Maniéma, devenait suspect.

TROISIÈME PARTIE

LE SOULÈVEMENT

LE PRINTEMPS DES COMLOTS

*Convoqué par Mobutu à Kinshasa.
Entretien avec le général-président.
Le sida soutenu par les chefs militaires et civils du Kivu.*

*Prostitution au Maniéma et intrigues à l'État-major.
Quinze mille Simbas se rendent à deux Léopards.
Dégradation de la situation dans tout le Congo.
Bomboko et Nendaka, vrais maîtres des pays.*

*Tschombé attend son heure à Madrid.
Arrivée à Yumbi du colonel Puren.
Trois cents paras et cinquante avions attendent...*

*Un certain Quintin arrive dans mon secteur.
Un excité qui ressemble à un provocateur.*

*« Trois millions pour tuer Schramme »
Quintin démasqué et condamné à mort.*

« Ordre au major Schramme de se rendre chez le général Mobutu à Kinshasa. »

Le message arriva à la fin du mois de décembre 1966. Je n'avais vraiment aucun plaisir à rejoindre Léopoldville pour rencontrer des gens qui se conduisaient de plus en plus en ennemis.

Après l'affaire du Régiment Baka et l'exécution des Katangais, mes rapports s'étaient encore tendus avec les dirigeants congolais. Je refusais toujours à la jeunesse du Mouvement Populaire Révolutionnaire de Mobutu d'exercer la moindre activité au Maniéma. Je contrôlais

très strictement les routes d'accès à mon domaine et je tenais la population à l'écart des remous politiques. Je dois même avouer que je contrôlais de très près l'administration.

En guerre révolutionnaire — et elle menaçait sans cesse de reprendre et d'enflammer à nouveau le Congo — il ne peut y avoir de distinction entre les pouvoirs civils et les pouvoirs militaires. Cela ne plaisait pas à Léopoldville. Mais je remplissais mon devoir de gouverneur jusqu'au bout, et même un peu au-delà.

Je pris l'avion pour Léopoldville le 26 décembre. J'essayai de dissiper les inquiétudes des miens. Mais je savais bien qu'ils avaient raison et que cette brutale convocation était de mauvais augure.

Le général Boboso, qui avait si ignoblement trahi sa parole n'avait rien perdu de sa fausse cordialité. Il me pria de venir chez lui le 29 décembre. Et m'invita même à partager son petit déjeuner. Curieux petit déjeuner : un bifteck-frites et de la bière comme menu matinal ! Je mentirais en disant que je fis honneur à ces agapes.

Puis le chef d'Etat-Major m'accompagna chez le général-président Mobutu, qui avait convoqué un quatrième personnage à notre conférence : l'inévitable lieutenant-colonel Bob Denard.

D'emblée, Mobutu me déclara :

— Je ne veux plus d'unités katangaises. Je vais échanger vos compagnies fatiguées contre des troupes fraîches venant de Kitona. Je mettrai tout le monde ensemble à l'instruction. Il n'y aura qu'une A. N. C. Une seule !

Un feu intérieur me brûla. Je ne pouvais accepter la dissolution de mon Bataillon Léopard et cet ignoble mélange de mes hommes avec les fuyards et les lâches que nous avions vus tant de fois rompre le combat.

Je ne sais plus ce que j'étais, ange ou démon. Je me fis archer pour défendre mes Katangais :

— Mon Général, vous nous avez rappelé d'Angola. Vous nous avez commandé les opérations les plus difficiles et les plus dangereuses. Vous nous avez confié le Maniéma et nous l'avons pacifié totalement. Aucune autre province n'est aussi paisible et aussi fertile. Les techniciens

blancs sont même revenus. Le Maniéma a été entièrement remis en ordre et remis en valeur.

Mobutu connaissait bien les résultats que j'avais obtenus et ne pouvait rien me rétorquer. J'en profitai pour pousser mes avantages :

— Maintenant, vous voulez tout détruire. Après nous, il n'y aura plus que des ruines et la brousse. Vous savez bien que les soldats de l'A. N. C. sont incapables de faire ce que nous avons fait. Je refuse cette solution du mélange de toutes les unités.

— Alors ?

— Alors, je suis d'accord pour que soient régulièrement démobilisés mes hommes et les volontaires européens qui les encadrent. Mais je surveillerai moi-même leur retour au sein de leurs familles dans le Katanga. J'ajoutais, avec une insolence calculée :

— Vous ne pourrez pas exterminer ces soldats honnêtes et courageux comme vous l'avez fait des hommes de Fajipola. Je vous considère comme responsable de ce crime affreux... Je sais, vous me direz que ces troupes étaient mutinées. Mais vous êtes le premier responsable de cette mutinerie... Regardez l'effondrement du Congo. Et comparez avec le Maniéma.

Il me restait à conclure :

— Il n'y a que deux solutions, mon général, pas trois : Ou la démobilisation de mes hommes, qui entraînera la ruine du Maniéma. Ou la poursuite de l'expérience actuelle, sans rien changer.

Mobutu me répondit assez rapidement :

— Schramme, vous resterez avec vos troupes. Réfléchissez. Dans quatre ou cinq mois, nous nous reverrons. Et il ajouta, comme pour me tendre un cadeau empoisonné :

— Je vous confierai une zone supplémentaire à pacifier. Shabunda et Kalima, dans le sud de votre domaine. J'en donne l'ordre immédiat au commandant du 4^e Groupement à Bukavu, le général Kakudji. J'avertis également le gouverneur Enkulu qui, je vais vous le confier, m'a fait un rapport formidable sur vous.

Il restait une dernière flèche dans le carquois du général Mobutu :

— Je compte vous faire décorer de la croix de la

Bravoure militaire. C'est le général Tshiniama qui organisera la cérémonie à Kisangani.

Je n'avais que faire de ce dernier cadeau. L'important était de garder le commandement du Bataillon Léopard. J'avais sur ce plan gagné la partie.

Pendant tout notre entretien, Bob Denard n'avait pas ouvert la bouche, se contentant d'observer sans jamais prendre parti dans mon duel oratoire avec Mobutu.

Il n'était même pas midi quand je regagnai mon hôtel et retins une place d'avion pour le lendemain 30 décembre. J'avais décidé de gagner Goma, à l'extrême Est du Maniéma.

J'avais hâte de quitter Léopoldville avant que le général-président Mobutu revienne sur sa décision. Dans de telles circonstances, il ne faut jamais tarder. Ma victoire m'apparaissait certaine, mais fragile.

Le lendemain je gagnai Bukavu après avoir atterri sans encombre à Goma. Les deux villes se trouvent sur les bords du lac Kivu, à la frontière du Rwanda. Personne ne cachait son étonnement de me revoir. Le bruit de mon arrestation, et même de mon expulsion, courait avec persistance.

Je m'étais présenté chez le général Kakudji. L'entrevue fut brève :

— Mon général, je vous rends compte que mon secteur va être étendu.

Il n'eut aucune réaction et ne fit pas d'objection à ce que je gagne Yumbi au plus vite. Il ajouta, fort aimablement :

— Je pense que vous serez heureux de passer les fêtes au milieu de vos hommes.

Mon retour fut, en effet, le « feu d'artifice » de ce dernier jour de l'année 1966.

Pourtant je savais, malgré ma joie, que 1967 serait une année terrible pour les Léopards.

Nous n'avions pas de temps à perdre pour occuper les nouveaux territoires que Mobutu m'avait concédés. Je réservais pourtant l'extension sur Kindu et Kasongo au deuxième semestre de cette année 1967. Je ne voulais pas trop disperser mes forces.

Les éléments de la Sûreté congolaise stationnés au

Maniéma devenaient de plus en plus méfiants à notre égard et ne savaient comment se rendre odieux. Ce sont eux qui incitaient les jeunesses du redoutable M. P. R. à venir s'implanter dans ma zone. Mais je gardais le souvenir des autorités militaires du Kivu, dont l'Etat-Major se trouvait à Bukavu.

Le colonel Biamwanza n'hésita pas à déclarer : « Schramme, vous n'avez qu'à arrêter tous ceux qui vous empêchent de travailler. Il n'existe qu'un seul chef au Maniéma, et c'est vous. »

Ces propos furent tenus en présence du général Kakudji et du gouverneur Enkulu, qui ajouta :

— Et le Congo avait quatre Schramme, il faudrait seulement un an pour le remettre en route mieux qu'avant l'indépendance...

Je donne ma parole d'honneur d'officier que mon chef direct couvrirait ainsi toutes mes initiatives.

Le général Mobutu avait étendu mon territoire et le colonel Biamwanza m'accordait les pleins pouvoirs. Je me trouvais donc parfaitement couvert pour continuer mon action au Maniéma. Mais je ne pouvais m'empêcher d'être inquiet sur la tournure que prenait le gouvernement congolais. Les jeunesses du M. P. R. viraient de plus en plus à gauche et Mobutu avait déclaré, lors des cérémonies de la Fête Nationale, le 4 janvier 1967, quelques jours après m'avoir reçu à Léopoldville : « Le gouvernement vient de décider qu'à partir d'aujourd'hui le boulevard Léopold-III s'appellera : boulevard Patrice-Emery-Lumumba. Devant l'université Lavanium un monument, sur le même boulevard, sera élevé à la mémoire de Patrice-Emery Lumumba... »

L'élève rendait hommage au maître. En février 1967, il confiait au journaliste Allou, du mensuel noir *Bingo* : « Les rebelles qui avaient à l'époque (d'Adoula et de Tschombé) de bonnes raisons de se révolter, n'en ont plus à présent. Ils ne feraient certainement pas une politique très différente de la mienne. Je les attends ici, au Congo, ce pays qui nous est également cher et je suis prêt, croyez-moi, à leur redonner leur place dans la communauté nationale. »

Allait-on vers une alliance entre Mobutu et les derniers Simbas? Tout était possible.

Ces inquiétudes ne m'empêchaient pas de continuer mon travail de pacification. J'avais ouvert des léproseries à Lubutu et à Lowa. On y traitait environ 10 000 malades, mêlés jusque-là aux populations saines. Je luttai contre les épidémies sévissant particulièrement dans les secteurs de Lubutu et de Bitulé où six à sept cents enfants mouraient chaque jour avant notre arrivée. Partout les sœurs blanches, souvent d'origine luxembourgeoise, soignaient les malades.

Quant à la troisième Compagnie de mon 10^e Codo, constituée avec les volontaires katangais, survivants du régiment Baka, elle avait exécuté un travail routier formidable, avec l'aide de civils et de prisonniers. Une route à travers la forêt vierge unissait Solia et Kasesé. On pouvait désormais rejoindre Bukavu sans emprunter bacs ou ponts.

J'étais bien loin des intrigues de Léopoldville et de l'Etat-Major de l'A. N. C., où le colonel Denard s'occupait de reconstituer sa fameuse B. M. I. (Brigade Mixte Indépendante). Se rendait-il compte que cette unité se désagrégait? Officiers Blancs et Noirs, ne se préoccupaient que de politique. Les officiers valables restant encore autour de Denard ne cachaient guère leur manière de penser. Ils se rendaient compte que l'intrusion obligatoire de la politique est la pire des choses pour une armée. Mais les bons soldats avaient les pieds et les mains liées par la discipline. Ils ne pouvaient se soustraire à l'autorité du général-président Mobutu qui régnait par la prétention et la cruauté.

L'année 1967 commençait sous de funestes auspices.

Pourtant, il m'était arrivé une aventure singulière. Mes hommes avaient trouvé sur la route une lettre des rebelles qui me donnaient rendez-vous pour le deuxième dimanche de janvier.

Je devais me rendre, seul avec mon chauffeur, à un point de la route situé à 40 kilomètres de Lubutu.

Je ne croyais absolument pas à un piège et je partis, seul avec Paul qui ne m'avait pas quitté depuis les années lointaines où son père me l'avait confié dans des circonstances un peu semblables.

A ce moment-là aussi, je m'étais enfoncé dans la brousse, seul avec un chauffeur — celui que, précisément, j'avais par la suite « échangé » contre Paul.

Au point fixé, je découvris une loque blanche accrochée à un bâton. Je freinai, m'arrêtai. Trois ou quatre individus apparurent. C'étaient des capitaines et un major rebelle. Ils me dirent aussitôt :

— On en a marre. On vit en forêt depuis des mois. On crève de faim. On veut se rendre.

— A moi ?

— Oui, on ne veut pas se rendre aux soldats de l'A. N. C. Ils nous tueraient.

Je savais qu'ils disaient vrai. Je leur demandai :

— Combien êtes-vous ?

— Quinze mille.

— Allez, ce n'est pas possible !

Ils me dirent seulement :

— Regardez autour de vous.

Et il en sortit partout de la brousse. Des dizaines, des centaines, des milliers. En quelques secondes, ma jeep fut entourée d'une multitude innombrable de Simbas. Je poux dire maintenant que je n'étais pas tellement rassuré...

Je leur demandai d'attendre quelques jours.

— Le temps de vous construire des villages.

Je ne voulais pas perdre la face :

— Et puis, je vous préviens : les chefs seront interrogés. Ceux qui se seront mal conduits pendant la rébellion iront en prison !

Ils me laissèrent partir, sans rien dire.

Quelques jours plus tard, les quinze mille Simbas se rendaient avec toutes leurs armes. Des fusils, bien entendu. Mais aussi des mitrailleuses légères et lourdes et même des mortiers.

Pour le principe, quelques-uns furent condamnés à des peines de prison. Mais, très vite, ils partirent rejoindre leurs camarades qui travaillaient à cultiver les champs ou abattre des arbres.

Ces rebelles ne tardèrent pas à devenir de bons citoyens du Maniéma pacifié.

Dans ma province, je n'avais qu'un jeu à jouer : celui

d'exercer de mon mieux mes fonctions de gouverneur civil et militaire. J'avais les pleins pouvoirs. Il fallait en profiter, sans un instant de repos.

Tandis que je renforçais mes positions défensives et développais les travaux agricoles, j'avais pris une mesure hardie sur le plan scolaire : l'école devenait obligatoire, tout comme en Europe... J'obligeais les élèves jugés incapables à suivre les cours, à travailler dans les mines ou dans les champs. Certains devinrent soldats, mais ce ne furent pas les moins bons.

Au moins de février 1967, le gouvernement de Léopoldville, que personne n'arrivait à appeler de son nouveau nom de Kinshasa, décida que les civils européens devaient rendre leurs armes. Tous possédaient des armes de chasse et certains même, en brousse, des armes de guerre. Le prétexte de cette mesure me parut d'une totale hypocrisie : la révolte des Simbas étant soi-disant finie, les Blancs n'avaient plus à se défendre...

Je résolus de prévenir les mesures des autorités et de saisir immédiatement toutes les armes. Mises en lieu sûr, elles pourraient être rendues à leurs propriétaires en cas de besoin.

On me demanda quelques explications.

— Pourquoi n'avez-vous pas remis ces armes à l'A. N. C. ?

Je jouai la surprise, presque l'indignation :

— Le 10^e Codo ne fait donc plus partie de l'A. N. C. ? Il n'y avait rien à me répondre... Mais j'avais contre moi un ennemi acharné en la personne du major Poto Poto qui se signalera quelques mois plus tard en assassinant froidement trois étudiants belges égarés à la frontière du Rwanda et du Congo. Il avait dressé contre moi un homme aussi vindicatif que le général Massiala. Les comptes ne se régleront qu'à Bukavu à la fin de l'année... Et ils seront sanglants !

La situation continuait à se dégrader dans tout le pays. Les nouvelles du Katanga me paraissaient particulièrement inquiétantes et affectaient le moral de mes Léopardes qui avaient tous encore de la famille dans cette province.

Le gouverneur Manzikala n'était qu'une brute sanguinaire. Tous les jours, il torturait et il assassinait. Sa résidence devenait une véritable boucherie et il n'hésitait

pas à enterrer ses victimes dans les jardins et même dans les caves des bâtiments officiels.

Une histoire atroce donne la mesure du personnage. Une des femmes de ce Manzikala — il était, en plus, polygame — se rendit en Rhodésie. Les soldats de garde à la frontière, ignorant qu'il s'agissait de la femme du gouverneur, s'étaient permis de la maltraiter, pratique courante dans l'A. N. C.

Manzikala fit venir toute la section à Elisabethville et ordonna aux Commandos de sa garde de les exécuter. Gravement blessé à la tête et à la poitrine, enterré avec ses camarades, un rescapé de cette tuerie parvint pourtant à s'échapper et à se réfugier, la nuit venue, dans un dispensaire indigène. Il raconta toute l'affaire et le gouverneur fut déplacé. Non pour avoir assassiné des hommes, mais parce que ces hommes étaient des soldats de l'A. N. C.

Cette A. N. C. s'en allait en décrépitude. Les Bataillons parachutistes ne valaient rien et les Bataillons normaux moins que rien. Seuls les Commandos gardaient un restant de valeur militaire. Notamment le 7^e Codo, qui travaillait avec moi, le 3^e Codo que commandait le major Danga à Kasongo et qui comportait de nombreux Katangais dans ses rangs, le 4^e Codo et le 5^e Codo.

Quant à l'ex-6^e Codo, devenu 6^e B. C. E. et dont le colonel Denard avait la prétention de former une « Brigade » militaro-européo-africaine, c'était une unité qui n'arrivait pas à trouver une autre existence que sur des papeteries d'Etat-Major où personne ne comprenait rien.

La situation politique ne valait pas mieux que la situation militaire. Malgré ses airs de bravache, ses calots en peau de léopard, ses boubous multicolores et ses cannes sculptées, Désiré-Joseph Mobutu n'était qu'une potiche, au même titre que son prédécesseur, le président Kasavubu, relégué dans son village natal du Bakongo.

Les vrais maîtres du pouvoir se tenaient dans l'ombre et je me demandais parfois si leur règne avait jamais cessé depuis qu'ils avaient été mis en place par le défunt Patrice Lumumba. Les hommes les plus dangereux, ce n'étaient peut-être pas finalement les rebelles du type Mulele, Soumiatou ou Gizenga qui ne cachaient guère leur

jeu, mais les hommes qui tiraient les ficelles dans la coulisse, à Léopoldville. Et d'abord les deux plus néfastes de tous : Justin Bomboko, ministre des Affaires étrangères, et Victor Nendaka, ministre de l'Intérieur (ex-chef de la Sûreté lumumbiste en 1960).

Cette Sûreté devenait de plus en plus un véritable fléau. Ses hommes, et surtout ses cadres, se trouvaient politisés à cent pour cent.

Héritiers de Lumumba, ils menaient une lutte féroce contre les chefferies, au nom de toutes les fantasmagories d'un Congo unitaire et socialiste. Mes hommes avaient intercepté un de leurs camions qui quittait le Maniéma. Ils découvrirent à bord, ficelé comme un bouddin, un vieux chiffon dans la gorge pour étouffer ses cris, un des chefs traditionnels.

Non seulement, j'arrachai ce malheureux à une mort certaine mais, je décidai d'augmenter ses pouvoirs.

Le fossé se creusait chaque jour davantage entre les autorités civiles et moi-même. Mes rapports avec les autorités militaires étaient peut-être encore pires. Le général Boboso, chef d'Etat-Major, ne pouvait manquer de savoir que je le tenais pour un renégat et un assassin.

De son exil de Madrid, Moïse Tschombé, suivait avec autant de chagrin que d'espoir, l'évolution de la situation au Congo, et surtout au Katanga. Il savait que lui seul détenait la possibilité de réconcilier les factions politiques, de fédérer les chefferies et surtout de rétablir la confiance entre les Blancs et les Noirs. Sans cette confiance, plus rien ne semblait possible.

Malheureusement, comme beaucoup d'exilés, le président Tschombé se trouvait mal conseillé et encore plus mal entouré. Un étrange ballet de naïfs et d'escrocs, aussi dangereux les uns que les autres, s'agitait autour de lui. Et on ne comptait plus les mythomanes qui imaginaient les plus invraisemblables complots pour rendre le pouvoir à celui dont les uns faisaient un démon et les autres une idole.

On savait à Madrid que le Maniéma demeurerait laborieux et paisible. On savait aussi, bien sûr, que cette réussite était une réussite des Katangais.

Tous les matins, je montais les couleurs, à Yumbi et dans tous mes postes : le pavillon rouge et blanc, barré de vert et orné des croisettes d'or, emblème du Katanga, flottait sur le ciel bleu de l'Afrique. J'ignorais le drapeau du Congo « démocratique » et son étoile jaune à la mode soviétique. Je ne connaissais que les trois couleurs katangaises : le rouge du sang, le vert de l'espoir et le blanc de la pureté. Quant aux croisettes, elles symbolisaient la richesse, richesse de la mine et des hommes, richesse de la terre et des cœurs.

Et à côté du drapeau katangais, sur le pavillon noir du 10^e Codo, bondissait le léopard héroïque du Bataillon.

Tschombé n'ignorait pas ce qui se passait au Maniéma, mais j'ignorais presque tout de ce qui se passait à Madrid. D'autant, que la liaison devait être assurée par le « colonel » Puren...

Au mois de mars, il arriva à Yumbi à bord d'un petit avion de tourisme, accompagné de deux Katangais qu'il n'est pas encore possible de nommer autrement que par leur initiales : K et M.

Je connaissais Puren depuis l'affaire de la sécession d'Ellebethville et des combats contre l'ONU et l'A. N. C. D'origine sud-africaine, il s'était présenté comme colonel d'aviation et avait pris d'emblée, avec le commandement des « forces aériennes » du Katanga indépendant, une emprise indéniable sur le président et son entourage. Je pense même qu'il le tenait depuis ces événements lointains et que les deux hommes, pourtant si dissemblables, partageaient de lourds et sanglants secrets d'Etat!

Je n'ai jamais vu Puren piloter un seul appareil et je crois qu'il devait être dans son pays d'origine quelque chose comme magasinier pour pièces de rechange sur quelque terrain d'aviation. Mais il avait de la présence et de l'audace. Et puis nous étions si peu nombreux...

Le drôle de l'affaire est que Tschombé le considérait comme « l'honorable correspondant » du gouvernement sud-africain et que dans son pays, on le considérait comme « l'honorable correspondant » du gouvernement katangais. Merveilleux jeu de ping-pong des prétendus agents secrets. Le pot aux roses aurait pourtant dû être

découvert un jour où le représentant officiel de Prétoria à Elisabethville dit à Tschombé, alors que Puren passait dans le couloir :

— Voilà votre homme...

Tschombé lui répondit de même :

— Voilà votre homme...

Puren n'était sans doute l'homme de personne, si ce n'est de lui-même. Mais il était surtout l'esclave de sa propre imagination.

Seulement, il m'apportait des nouvelles de Madrid. Dans le pétrin où je m'enlisais, elles paraissaient bienvenues. J'écoutais donc le « colonel ».

Tout en jouant au renseigné, Puren me questionnait sur la situation au Maniéma :

— Alors, Schramme, vous avez quelques difficultés ?

— Pas ici, certes. Mais à Léo. Mobutu m'a convoqué en décembre. Il veut dissoudre les dernières unités katangaises... Il nomme cette manœuvre : détribaliser l'A. N. C.

— Vous accepteriez ?

— Pas question. Si mes troupes partent, les Européens partent. Et si les Européens partent, le pays meurt.

— Cela n'arrivera pas. Cessez de vous inquiéter. Il faut résister, résister, tenir... Nous vous aiderons.

Je ne sais si Puren se rendait compte de ce que représentait un seul Bataillon, même le Bataillon Léopard, perdu, tout seul au milieu d'un Congo devenu hostile. Je lui précisai aussitôt tout ce dont j'avais besoin :

— Je sais ce que veulent Mobutu et les enragés de Léo : nous massacrer, au moins nous dissoudre. Je suis prêt à me défendre, mais pas seul. Il me faut de l'aide. C'est-à-dire des renforts, des vivres, des munitions, des médicaments.

— Vous aurez tout cela, Schramme. Et même des avions.

Puren me demanda de préciser moi-même mes besoins au président Tschombé. Je ne voulais rien écrire. Alors j'enregistrai un texte sur bande magnétique. Je précisais, sans équivoque, qu'en cas de « clash » avec l'A. N. C., il me faudrait un soutien en aviation, en personnel et en matériel. C'était clair.

Puren souriait.

— Vous aurez tout cela. Tout. Trois cents commandos sont prêts en Afrique du Sud. Ils n'attendent que mon ordre pour sauter chez vous. Ils seront appuyés par cinquante chasseurs-bombardiers avec des pilotes comme ça », des as...

Je dois avouer que tout cela me parut extraordinaire. Je savais que Tschombé n'abandonnerait pas ses Katanga. Mais comment avait-il réussi à réunir tant de moyens ? Si c'était vrai, ce Puren était très fort. Et nos amis étrangers ne nous laissaient pas tomber, pas plus les Sud-Africains que les Portugais...

En attendant, il fallait faire attention. Ma position était claire : en aucun cas, je ne voulais prendre l'initiative d'un « putsch », ce n'était pas mon genre. Seulement si Mobutu voulait nous anéantir, il trouverait à qui parler.

Mais il ne fallait pas lui donner l'éveil. Je le dis à Puren !

— Ne revenez plus à l'improviste. Il y a souvent des avions des forces aériennes congolaises sur mon terrain, ou des avions américains qui apportent des semences pour l'agriculture. Alors, surtout, un message avant d'atterrir à Yumbi. Toujours.

— Mais oui, mais oui, Schramme, bien sûr. Je ne suis pas un enfant. Ne vous inquiétez pas.

Et Puren repartit dans son petit avion. Il devait être très heureux d'avoir joué son rôle. En décollant de Yumbi, il se prenait sûrement pour James Bond...

Ce fut le mois suivant, en avril, que survint cette tragique histoire que je ne veux pas passer sous silence. Elle m'a valu d'être dénoncé et arrêté à mon retour en Belgique, après le drame de Bukavu. Personne ne comprendrait que je taise cette affaire. Elle me paraît aussi simple qu'horrible. Entre la mort de celui que je considérais comme un traître et la vie de tout un Bataillon et de toute une province, je n'avais pas à hésiter. Et je n'ai pas hésité.

Il s'appelait Quintin. C'était un ancien colon de Kivu dont je ne connaissais rien, si ce n'est sa fâcheuse réputation de trafiquant. Il arriva dans mon secteur comme

« touriste », feignant de s'intéresser à l'agriculture et au commerce. Il voyagea beaucoup, rencontra des colons, et déplaça pas mal d'air. Il vint me voir, tout naturellement, comme tous ceux qui passaient dans le pays.

Je n'avais pas de raison de ne pas le recevoir. Quintin m'apparut petit, rouquin et mielleux. Dès l'abord, je lui trouvai une sale tête. Mais je m'efforçai d'être aimable. Sans plus. J'étais surtout indifférent. D'embelle, je me méfiais.

— Je dois vous faire beaucoup de compliments de la part de Moïse Tschombé, major Schramme.

Je n'avais pas besoin de lui pour avoir des nouvelles du président qui m'avait nommé secrètement lieutenant-colonel de l'armée katangaise, après l'aide que j'avais apportée aux malheureux survivants du Régiment Baka l'été précédent. Je n'avais rien à répondre à Quintin, mais il insista :

— Vous n'avez pas de message pour lui ?

— Aucun. Je l'ai quitté il y a des années et je n'ai pas conservé de liaison avec lui.

Quintin se rengorgea aussitôt :

— Vous pouvez avoir confiance. Je suis un homme de Tschombé. Et il aimerait que vous bougiez un peu plus.

— Que je bouge ?

— Oui, pour attaquer l'A. N. C. et renverser Mobutu.

— Il n'en est pas question. Le Maniéma est en paix. On vient d'agrandir mon secteur. Je vais avoir une frontière avec le Katanga. Je n'ai aucune raison de me rebeller.

Il insista. Je lui répondis sèchement :

— Ne vous occupez pas de cela.

Décidément, ce type ne me revenait pas. Il avait tout du provocateur. Qui me l'envoyait ? Je ne savais pas grand-chose de lui. Avant l'indépendance, il avait eu quelques ennuis pour divers trafics. Ensuite, il était parti au Brésil — avec la caisse, disaient les méchantes langues.

Mais enfin, il y a toujours des méchantes langues et je décidai de ne plus m'occuper de cet individu.

Quintin me quitta, en me déclarant fièrement :

— Je vais retourner à Madrid. Vraiment, vous n'avez rien pour Tschombé ?

— Rien.

Il repartit, je n'y pensai plus.

Jusqu'au jour où le chef d'Etat-Major de Bukavu, le colonel Biamwanza me dit, moitié riant et moitié sérieux :

— Alors, Schramme, le Bataillon Léopard va déclarer la guerre à l'A. N. C. ?

— Je combats des nues. On éclaira ma lanterne :

— C'est un certain Quintin qui raconte cela quand il a un peu trop bu.

— Vous croyez les ragots de bar ?

— Non, mais enfin...

— Je sentais une certaine inquiétude. Je rassurai le chef d'Etat-Major :

— C'est un fou. Vous n'avez qu'à le mettre en prison.

— On se contenta de l'expulser et Quintin disparut. Peut-être alla-t-il en Europe et même à Madrid.

Quintin revint peu de temps après à Yumbi. Il prétendait arriver du Rwanda. Sa présence m'étonnait et je lui demandai :

— Mais enfin, que venez-vous faire par ici ?

— J'ai une lettre pour vous. Je vous la donnerai ce soir.

Il ne devait me la remettre que quelques jours après. Il la considérait comme la preuve de son rôle d'émis-saire secret. Pauvre preuve. Un bout de papier sur lequel Tschombé avait griffonné :

« Mon cher Jean, j'espère que vous allez très bien ainsi que mes soldats. »

Bref, ce n'était qu'un mot de bonjour. Sans importance.

Quintin me demanda de lui donner ma réponse. Je répliquais aussitôt.

— Il n'y a pas de réponse.

Alors, il revint à l'attaque au sujet d'une opération à engager. Il me conseilla d'attaquer d'urgence l'A. N. C. et de commencer par prendre Goma. Je commençais à me fâcher.

— Il n'en est pas question. Fichez-moi la paix.

— Vous avez tort de ne pas m'écouter. Il faut aller quer Goma.

Je devais apprendre ensuite que, par un curieux hasard, l'A. N. C. avait justement, à cette époque, renforcé les défenses entre Walikalé et Goma, dans une zone montagneuse et propice aux embuscades.

Le lendemain de cet entretien, je parlais en brousse. J'avais vraiment d'autre souci que les propos d'un excité qui commençait à ressembler à un provocateur.

Le soir de mon retour, peu avant six heures du soir, je me promenais en méditant, comme j'en avais l'habitude. J'ai toujours aimé cette heure où l'on songe à la journée qui s'achève et où, déjà, on imagine le lendemain.

Ma maison était située en lisière de la forêt. Soudain, j'aperçus une silhouette mal dissimulée derrière un arbre. C'était un de mes hommes. En armes.

— Qu'est-ce que tu fais là?

— J'ai été commandé par mon chef de peloton.

Sur le moment, je crus à une punition. Mais à 20 ou 30 mètres de là, je découvris une autre sentinelle. Et puis une autre... Il y en avait six ou sept!

J'appelais mon adjoint, le lieutenant Michel :

— Qu'est-ce que c'est que cette comédie? Tu me fais garder maintenant?

— C'est Quintin que nous surveillons. On l'a vu dans votre bureau pendant votre absence. Ce type est louche...

— Où est-il?

— Il a dû repartir pour Walikalé.

Dans cette bourgade, il rencontra un de nos volontaires : Louis — qui devait plus tard être tué à Kindu — tandis que son frère Jean était tombé dès 1964 à Fizi.

Ce que Quintin demanda à Louis fut si extraordinaire que le brave garçon alerta aussitôt le lieutenant Raymond, son commandant de Compagnie, et que celui-ci appela Michel à la radio :

— Il y a une drôle d'histoire ici. Surveille bien le commandant. Il faut se voir le plus tôt possible. On pourrait se rencontrer à mi-route, à Obokoté.

Michel me prévint. Je haussai les épaules :

— Ce doit être encore une histoire de mercenaires...

Nous venions de recevoir deux volontaires de la 1^{re} B. I. M., mutés chez nous par mesure disciplinaire, et j'avais en assez piètre estime les hommes que Denard m'envoyait pour s'en débarrasser.

Michel revient très excité du rendez-vous avec Raymond :

— Quintin veut te faire descendre.

Je n'en croyais rien et ne m'alarmai pas. Deux ou trois jours plus tard, je rencontrai Louis.

— Qu'est-ce que c'est cette histoire de fou?

— La pure vérité. Ecoutez. J'ai rencontré Quintin.

— As-tu besoin d'argent? » m'a-t-il dit. Je lui ai répondu : « Bien sûr, vous savez que ma plantation ne va rapporter rien avant plusieurs années. » Il m'a alors proposé de l'argent. « Combien? » « Trois millions, » « Je rêve. » Vous savez, mon major, Quintin tire le diable par la queue. Je lui demandai : « Pour quel faire? » Il m'a dit : « Pour tuer Schramme. » Je remerciai Louis d'avoir aussitôt prévenu son commandant de compagnie. L'affaire Quintin se compliquait. Qui avait intérêt à ma mort, sinon nos ennemis de Léo?

Comme si de rien n'était, Quintin revint à Yumbi et attaqua aussitôt :

— Vous avez réfléchi à cette révolte contre Mobutu?

— Pas question.

Et j'ajoutai :

— Ne me parlez jamais plus de cette affaire. Je ne vais pas, avec un bataillon de 800 hommes attaquer les 30 000 soldats de l'A. N. C.!

— Je vous parle sérieusement.

— Moi aussi. Ne mettez plus jamais les pieds dans le camp. Ne parlez plus jamais à aucun de mes hommes. Compris?

Le lendemain, je dînai au mess avec le lieutenant Michel. Quintin arriva vers notre table :

— Je peux manger avec vous?

Je n'ai jamais refusé l'entrée du mess à un étranger de passage. Ni ma table à un hôte. Quintin s'assit et me parla à nouveau de ce complot. Je le coupai.

— Au mess, on ne parle pas de politique.

Après le dîner, je m'éloignai avec Michel pour aller quer, comme chaque soir, les opérations et les travaux du lendemain.

Quintin vint s'asseoir à notre table.

— Qu'avez-vous décidé?

— Je ne veux entendre parler de rien.

— Vous avez tort. Je suis venu au nom de Tschombé. Mais l'argent de Mobutu est aussi bon que l'argent de Tschombé.

Soudain, il passa aux menaces :

— Je n'ai qu'à prendre le premier véhicule venu et avertir l'A. N. C. de Kindu que vous allez l'attaquer. Là, il en avait trop dit. Je lui déclarai :

— Quintin, vous vous êtes trahi. Vous êtes un provocateur et vous êtes pris. Je vous arrête.

J'avais, en tant que gouverneur du Maniéma, tous les pouvoirs. Il fut condamné à mort et exécuté immédiatement.

Telle fut l'affaire Quintin. La partie que nous allions devoir mener n'autorisait pas le jeu d'un provocateur, fût-il un fou, fût-il un traître.

Quelques jours plus tard, je reçus un message de Denard. Il m'annonçait sa visite pour la fin du mois d'avril.

PROMESSES DE RENFORT

Mes Compagnies à Yumbi, Lubutu et Walikélé. Visite éclair de Denard à la fin d'avril.

Arrivée à l'improviste de Puren.

Dix « volontaires » rhodésiens et sud-africains.

Le plan du 10^e Codo et de la 6^e Brigade.

Cinq villes à prendre : Kindu, Bukavu et Stanleyville.

Tout est prêt pour le jour J.

Mobutu fixe lui-même la date le 5 juillet.

Malgré l'enlèvement de Tschombé, Denard et moi décidons de maintenir la date et d'attaquer à 6 heures.

Au kilomètre 40, la dernière nuit avant l'assaut.

Dans ce Maniéma, grand comme la France, mes commandants de Compagnie occupaient des secteurs, grands chacun comme deux fois la Belgique.

Le P. C. se trouvait à Yumbi, avec la deuxième Compagnie. Son chef, le lieutenant Michel, me servait d'adjoint et faisait également fonction de commandant de place. Il me laissait alors partir en opérations avec les pelotons de sa Compagnie, et notamment le A 1, commandé par l'adjutant Pierre.

La première Compagnie, avec le lieutenant Norman, tenait le secteur de Lubutu, au Nord, sur la route de Stanleyville. La troisième Compagnie avec le lieutenant Raymond, occupait le secteur de Walikalé, à l'Est, sur la route de Bukavu.

J'allais facilement à Punia, à une quarantaine de kilo-